

La pénurie de médecins généralistes gagne du terrain dans les villages

Santé. Le système de soin français est en pleine mutation. Dans le Gard, on s'organise, avec plus ou moins de succès, pour répondre au mieux à ces changements. Du docteur retraité toujours actif à la maison de soin, toutes les pistes sont bonnes à explorer.

ÉTAT DES LIEUX
● Contrairement aux idées reçues, le sud de la France, et plus particulièrement le département du Gard, n'échappe pas, dans certains territoires, au phénomène de désertification médicale. Explications.

Quelle est la situation de l'offre médicale dans le Gard ?

Cela dépend de l'endroit où vous vous trouvez dans le département. Actuellement, on enregistre un déficit de médecins sur les communes de Saint-Gilles, Bessèges, Pont-Saint-Espirit ou encore Saint-Hippolyte-du-Fort. Mais la commune la plus impactée par le manque de médecins généralistes reste La Grand-Combe.

Quelles sont les raisons de ce déficit en médecins généralistes ?

Elles sont multiples. Il suffit par exemple que, sur une commune, qui est à flux tendu en matière d'offre médicale – et il y en a beaucoup – qu'un médecin fasse valoir ses droits à la retraite, ou qu'un autre tombe gravement malade pour complètement désorganiser le système de soins. Puis, il faut être honnête, il y a dans le département des communes peu attractives, et cela pour diverses raisons, ou les jeunes médecins ne souhaitent pas forcément s'installer.

Qu'attendent les jeunes médecins du système de soins ?

Ils sont prêts à venir travailler dans les communes déficita-



■ Frédéric Jean, président du conseil départemental du Gard de l'Ordre des médecins.

res et à y faire éventuellement des remplacements mais ils ne veulent pas de la désertification médicale. Actuellement, on enregistre un déficit de médecins sur les communes de Saint-Gilles, Bessèges, Pont-Saint-Espirit ou encore Saint-Hippolyte-du-Fort. Mais la commune la plus impactée par le manque de médecins généralistes reste La Grand-Combe.

C'est-à-dire bénéficier des avantages d'une maison de santé pluridisciplinaire ?
C'est ça ! Ces maisons, qui regroupent des professionnels de santé et des paramédicaux, permettent de proposer aux patients un parcours médical organisé. Elles améliorent ainsi leur suivi et déclarent le corps médical de toutes les parties des tâches administratives. C'est vraiment l'avenir !

Ces maisons médicales sont aujourd'hui très
presées par les maires de communes déficitaires ! Oui mais pour autant si l'on veut que ça marche, il faut une volonté d'organisation menée sur place par les professionnels de santé et non uniquement par les élus. Ce n'est pas la peine que les collectivités proposent des locaux si et que d'un côté il y a un médecin dans chaque village. La prise en charge se fera alors dans un bassin de vie. Il faut aussi apprendre à faire sans les visites médicales.

Demain, les patients devront-ils s'attendre à perdre une partie du confort médical qu'ils ont connu jusqu'ici ?
Oui. C'est fini le médecin qui appelle à l'urgence quelle heure du jour et de la nuit. Le public doit s'attendre à ce que d'un côté il y ait plus un médecin dans chaque village. La prise en charge se fera alors dans un bassin de vie. Il faut aussi apprendre à faire sans les visites médicales.

TENDANCE Annie Chapelier, députée « L'infirmier en pratique avancée a un avenir »



■ Annie Chapelier.

Députée de la 4^e circonscription du Gard, Annie Chapelier est également coprésidente du groupe d'étude Professions paramédicales à l'Assemblée nationale. Infirmière anesthésiste, elle est favorable à la mise en place de nouvelles modalités d'exercice et de collaboration entre médecins et professionnels paramédicaux, notamment à propos des infirmières (ères). « J'encourage l'exercice infirmier en pratique avancée, souligne-t-elle. Ce sont des infirmiers, disposant de compétences chirurgicales, qui pourront s'occuper de soins de patients confiés par un médecin. » Sorte de chaînon intermédiaire, à la lisière de l'exercice infirmier et de l'exercice médical, ces professionnels pourraient, en effet, prescrire des examens complémentaires, demander des actes de soins ou encore

« La situation est tendue »

La carte des déserts médicaux du Conseil national de l'Ordre des médecins place le bassin de vie de La Grand-Combe en position « très défavorable ». On est loin d'être les seuls. Si l'on se réfère à la situation est tendue », tempère Brigitte Bouzages, pharmacienne et vice-présidente nationale de la Fédération française des maisons de santé.

Un maire en quête

Avant, ils venaient tout seuls. Maintenant c'est aux maires de trouver un médecin. On en est là à Vallabrigues, village situé au cœur du triangle entre Arles, Avignon et Nîmes. Après 35 ans de service, le généraliste du village qui a soigné cinq générations de patients, est parti en retraite en juin 2017. Le maire Jean-Marie Gilles, a tout tenté pour séduire un successeur. En vain depuis deux ans. C'est d'autant plus regrettable que la petite commune dispose d'une Maison de Services flambant neuf, un sein de laquelle elle met gracieusement à disposition, un appartement de fonction, ainsi qu'un studio équipé pour un futur remplaçant, et un cabinet médical tout aussi neuf pour un loyer mensuel de 500 €.

Le bâtiment, face à l'hôtel de ville, abrite également plusieurs cabinets paramédicaux dédiés à la kinésithérapie, l'orthopédie, la diététique et bientôt la pédicure. En outre Vallabrigues est classé en zone d'action complémentaire, ce qui permet de bénéficier de aides financières à l'installation de jeunes médecins (lire ci-contre). Malgré des moyens importants investis (1 million d'euros) pour un petit village, les 1 386 habitants sont contraints d'aller voir ailleurs pour consulter. Ce qui ne se fait pas sans difficultés en particulier pour les personnes âgées.



■ Jean-Marie Gilles, maire de Vallabrigues.

« J'en suis à mon 12^e candidat »

Pourtant ce n'est pas faute de candidats ayant frappé à la porte du maire : « J'en suis à mon 12^e, sans compter le téléphone et les courriels ». Devenu un produit rare, le praticien n'hésite pas à se « vendre » chèrement. « L'axe exige le paiement de son loyer. Un autre la prise en charge des heures de secrétariat. À son retour le conseil de l'Ordre m'a indiqué qu'il avait des procédures en cours et qu'il ne pouvait pas accepter. J'ai aussi reçu un CV d'un docteur ayant de découvrir sur internet qu'il faisait de la fraude à la Sécu. J'ai de quoi écrire un roman. » Jean-Marie Gilles s'avoue parfois « fatigué » par cette insaisissable quête. « Mais comme je suis ancien et de genre tigré, je repars au combat. » Plusieurs dossiers ont été déposés à l'Agence régionale de santé, des courriers adressés à tous les degrés de l'ad-

ministration de la santé, et aux universités européennes, une chaîne humaine a rassemblé 500 personnes dans Vallabrigues. Une débauche d'énergie justifiée par l'importance de l'enjeu engageant l'avenir du village. Il a fallu se mobiliser pour garder le bureau de poste, la boucherie historique, le garage et ses pompes à essence. Et si le médecin disparaît de Vallabrigues, l'activité de la pharmacie locale va chuter impactant le travail des infirmières et des aides soignantes. Une réaction en chaîne que le maire et les habitants veulent à tout prix éviter.

Une bourse anti-déserts

La communauté de communes « Beaucaire Terre d'Agence », regroupant Beaucaire, Bellegarde, Fournès, Jonquières-Saint-Vincent et Vallabrigues propose une aide de 800 € net par mois aux étudiants en 6^e de médecine en contrepartie de leur engagement à s'installer sur le territoire ciblé, dès la fin de leur internat, pour une durée égale à celle pendant laquelle ils ont perçu l'allocation. L'objectif est d'implanter (si possible durablement) de nouveaux médecins dans un bassin de vie de 30 000 habitants en proie à la désertification. Si aucun remplaçant n'est trouvé, Beaucaire et Bellegarde pourraient voir baisser respectivement le nombre de généralistes de 14 à 5 et de 7 à 3. L'investissement global pour la communauté de communes s'élève à 38 400 €.



■ Claude Grellat, retraité mais toujours actif.

Le septuagénaire remplace ses confrères

Retraité. Il reste actif à Bessèges.

Ancien chef de service à l'hôpital de Toulon, Claude Grellat a découvert le secteur privé... à la retraite. « Il y a quelques années, j'ai déposé un ami médecin à Goudargues qui ne trouvait pas de remplaçant. Ça s'est un, et je n'ai plus arrêté de remplacer, jusqu'à 51 ans. Les généralistes en Ardèche ? C'est intérieurement du stéthoscope à un avis tranché sur la pénurie de généralistes. Les étudiants du séminaire de la santé ont décidé que la médecine coûtait trop cher, et qu'il fallait avoir plus de temps complet. Il n'accepte plus désormais que de son salaire, quelques semaines par an, deux salaires confondus, à Bessèges et à Landun.

Un cas typique

Aux premiers loges de la démographie médicale du Gard, à Lézignan, défilé, illustre un cas typique. La commune comptait trois médecins. L'un est décédé, deux sont partis à la retraite. Je remplacerais celui qui a travaillé pendant sa vie. Deux son cabinet, c'est un

« Je ne veux pas faire 120 h par semaine ! »

Parole. Laurent, bientôt médecin.

Laurent, bientôt trente ans, boucle son internat et dans quelques mois il endosera la blouse de médecin généraliste, « le métier dont j'ai toujours rêvé ». Pour autant, le jeune interne a une idée bien précise de la manière dont il compte l'exercer : « Je ne suis pas dans la culture des anciens qui faisaient 120 heures par semaine et pressaient dans ce sens des parents. Je veux beaucoup de succès, quelques collègues internes, je souhaite préserver une qualité de vie. Je pense qu'après au moins dix ans d'études on a le droit de prendre du bon temps ! » Pour ce qui est de sa future implantation professionnelle, Laurent avoue qu'il n'est « jamais parti dans l'optique de m'installer dans une zone désertifiée ; pas plus d'ailleurs qu'en ville ! » En revanche, il est favorable à la création de

bien'ici
by Medi Libre L'INDEPENDANT

VOTRE MAGAZINE DIGITAL IMMOBILIER

DISPONIBLE EN LIGNE

↓

bienici.midilibre.fr

↓

bienici.independant.fr

La meilleure façon de trouver votre futur logement

LES TERRES CATALANES
Pyrenées Roussillon Méditerranée

LA SAGA DES GRANDES FAMILLES VIGNERONNES

En kiosque également en vente sur independant.fr et midilibre.fr

Ces docteurs "déserteurs"

Le médecin généraliste de Mons, 1 600 habitants, a brusquement quitté le village en mars dernier. Ce départ inopiné a surpris, la majorité du millier de patients, liés à eux-mêmes pour récupérer leur dossier médical (tout sauf une suture) ou renouveler leurs prescriptions médicales. S'ils l'ont été prévus par le praticien. Le maire, Gérard Baquet qui n'était pas au courant a entamé un parcours du combattant pour tenter de dénichier un successeur. En janvier 2013, son collègue de Sauveterre, Jacques Demanse, a été confronté à la même galère. Le médecin du village, 2 000 habitants, a démissionné jusqu'à la clé de son cabinet Sauveterre comme Mons, s'abrite aussi une pharmacie. Ce n'est que six ans après que son docteur s'est porté déserteur, le village est toujours orphelin de généraliste. Et les habitants ont dû se résoudre à se faire soigner dans les communes alentour. « Le cabinet qui regroupait trois médecins à Roquevaire est surbooké, moi je vais consulter à Saint-Genès », commente Jacques Demanse. « Dans un premier temps nous avons consacré 4 000 € pour tenter l'attractivité de notre territoire, près d'Avignon et d'une gare TGV. Puis, nous avons envisagé de construire une maison de santé. Mais d'autres communes font fort et cherchent toujours un médecin. Un fois d'après nous nous démarcherons toujours pour nous trouver l'oiseau rare contre fortes rétributions. »

CHIFFRE
3 162

À ce jour, on compte dans le Gard 3 162 médecins inscrits au tableau de l'Ordre.